

48720

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE

E/CN.14/STC/28
8 novembre 1963

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Comité permanent du commerce
Deuxième session
Niamey, 20-28 novembre 1963

DOCUMENT D'INFORMATION SUR L'EVOLUTION RECENTE DE LA
POLITIQUE DE STABILISATION DES PRODUITS DE
BASE

SOMMAIRE

Paragraphe

AVANT-PROPOS

CHAPITRE PREMIER

LE COMMERCE AFRICAIN DES PRODUITS DE BASE

1 - 5

CHAPITRE II

MECANISMES INTERNATIONAUX POUR LA STABILISATION DES
PRODUITS DE BASE

6 - 35

Historique

6 - 10

Faits nouveaux

11 - 35

Accords de produits

11 - 19

Groupes d'étude

20 - 21

Mesures de politique commerciale de portée
générale intéressant la stabilisation des
produits de base

22 - 29

Conférence des Nations Unies sur le commerce
et le développement

30 - 35

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAUXPageI Exportations africaines de certains produits de
base

3

II Variations en pourcentage des valeurs unitaires
moyennes à l'exportation par rapport à l'année
précédente

4

III Prix des principaux produits d'exportation
moyennes annuelles 1961 et 1962 et moyennes
extrêmes 1950 à 1960

5

AVANT-PROPOS

La lourdeur persistante et les fluctuations à court terme des prix des principaux produits de base exportés par les pays africains causent une inquiétude grandissante. A sa première session, en septembre 1962, le Comité permanent du commerce de la Commission économique pour l'Afrique a chargé le Secrétaire exécutif de faire rapport à sa prochaine session sur les faits nouveaux intéressant la stabilisation des produits de base.

On se rend compte dans de nombreux milieux du caractère mondial des problèmes de la stabilisation des produits de base. Il est dit dans le rapport d'une Réunion africaine sur la stabilisation des produits de base, que la CEA et la FAO ont organisé conjointement en août 1961, (E/CN.14/205) qu'une simple action au plan régional consistant en une coopération des pays d'Afrique n'aurait probablement guère de succès parce qu'il existe d'autres exportations similaires ou en concurrence directe avec les productions africaines qui proviennent d'autres régions productrices primaires. Les pays africains ne doivent pas, pour autant, renoncer à tenir une ligne de conduite commune dans toutes les instances internationales qui s'occupent des problèmes de stabilisation des prix des produits de base.

A cet égard, l'Afrique devrait saisir l'occasion de la prochaine Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement pour présenter un point de vue unique. Les participants à cette Conférence étudieront, entre autres choses, les mesures à prendre pour stabiliser les marchés des produits de base à des prix équitables et rémunérateurs et des plans de stabilisation à un niveau suffisamment élevé des recettes de l'exportation de ces produits.

Le présent document d'information pourra servir de point de départ pour l'étude de ces questions par le Comité permanent du commerce. Après avoir montré l'aspect économique des échanges de produits de base africains, nous décrirons brièvement les principaux faits intervenus depuis un an qui sont intéressants pour la stabilisation internationale des produits de base.

CHAPITRE PREMIER

LE COMMERCE AFRICAIN DES PRODUITS DE BASE

1. L'Afrique occupe une place relativement importante dans la production et le commerce mondiaux des produits primaires (voir Tableau I). Elle vient en tête dans les échanges d'un certain nombre de ces produits comme le cacao, certaines graines oléagineuses et huiles et le sisal. La liste serait évidemment plus longue si les qualités de produits étaient plus différenciées. Par exemple, la part des exportations africaines de coton et de café est assez modeste mais celle des exportations de coton à fibres extra-longues et de café "Robusta" est très large. En outre, par rapport à l'avant-guerre, la part de l'Afrique dans la production et l'exportation mondiale d'un grand nombre de produits tels que cuivre, plomb, zinc, caoutchouc, café et thé, s'est fortement accrue.
2. Les exportations africaines de produits de base souffrent d'une très grande instabilité (voir Tableau II). De fait, il semblerait, à certaines indices, que l'amplitude des fluctuations des valeurs unitaires est plus forte pour les produits africains que pour ceux d'autres régions sous-développées du monde, ce qui serait dû en partie, à ce que les exportations africaines de produits primaires comprennent un assez important pourcentage de denrées agricoles dont l'offre est très inélastique.
3. En fait de prix, l'évolution dans les dix dernières années a été surtout caractérisée en Afrique par une régression notable des prix moyens des produits exportés et une tendance haussière des prix moyens des importations. De 1950-1952 à 1960-1962, la valeur unitaire moyenne des exportations a baissé d'environ 13 pour 100. Mais l'indice des quantités exportées a augmenté de près de 75 pour 100, de sorte que les recettes ont, dans l'ensemble augmenté d'environ 50 pour 100. L'augmentation des volumes exportés a intéressé la plupart des produits. Les exportations de bois tropicaux ont presque triplé dans les dix dernières années et celles de fruits, de cacao, de thé et de café ont augmenté de 65 à 75 pour 100. Pour les prix, l'évolution a été plus complexe : ceux des minéraux et des fruits étaient légèrement

TABLEAU I

Exportations africaines de certains produits de base

Produits	Valeur en millions de \$ EU en 1960	Exportations africaines en pourcentage des exportations mondiales	INDICE DE VALEUR 1958 = 100												
			1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960		
Riz	35	5	43	84	8	-	22	53	75	82	100	20	69		
Maïs	43	7	20	42	36	22	65	80	96	97	100	58	58		
Bananes	32	10	51	57	63	77	89	94	83	94	100	89	91		
Agrumes	95	23	44	51	51	51	63	75	77	113	100	87	93		
Sucre	116	7	47	62	69	78	89	91	95	103	100	93	89		
Café	346	19	45	63	61	72	88	82	93	95	100	81	80		
Thé	40	6	41	45	41	38	79	93	90	114	100	110	138		
Cacao	365	69	76	98	89	95	136	113	86	84	100	115	107		
Vins	242	47	50	45	52	46	55	63	58	82	100	69	76		
Tabac	116	12	59	51	65	65	96	89	101	97	100	115	127		
Cuir et peaux	78	14	99	125	82	95	89	100	104	110	100	129	107		
Palmistes	104	90	100	131	122	125	122	98	93	83	100	123	120		
Arachides	163	82	41	40	63	69	86	70	95	94	100	86	80		
Huile de pal-															
miste	15	60	29	50	21	29	50	57	71	93	100	129	107		
Huile de palme	77	65	91	130	109	87	93	97	129	120	100	107	103		
Huile d'ara-															
chide	66	62	55	61	58	98	105	92	113	110	100	105	106		
Huile d'olive	17	14	148	68	60	56	92	68	84	144	100	152	68		
Caoutchouc	108	6	60	54	100	106	105	100	133	161		
Bois	156	6	33	56	40	55	63	77	78	89	100	108	132		
Laine	140	8	149	180	138	157	149	140	146	159	100	124	114		
Coton	638	26	113	144	119	105	101	102	105	106	100	107	115		
Sisal	78	62	116	220	184	110	98	94	98	90	100	128	156		
Phosphates	107	...	56	76	77	72	82	86	92	87	100	103	105		
Diamants	213	...	43	56	53	47	50	79	85	98	100	113	105		
Cuivre	544	27	62	84	113	125	124	156	178	125	100	151	168		
Etain	30	23	142	204	192	208	138	162	177	185	100	108	115		
Zinc	16	13	56	84	112	64	84	108	148	136	100	116	64		
Plomb	32	35	...	85	106	76	88	141	168	141	100	91	94		

Source : Tableau construit d'après les statistiques officielles.

TABLEAU II

Variations en pourcentage des valeurs unitaires moyennes à l'exportation
par rapport à l'année précédente
 (1958 = 100)

Année	Afrique ^{a/}	Reste du monde ^{a/}	
		Total	Régions sous-développées
1951	35	22	24
1952	2	- 3	- 11
1953	- 15	- 5	- 5
1954	6	- 2	1
1955	- 1	-	-
1956	-	2	- 1
1957	- 3	2	1
1958	-	- 3	- 5
1959	- 7	- 1	- 2
1960	-	1	+ 1
1961	- 4	-	- 3
1962	- 1	-	- 2

Source : Yearbook of International Trade Statistics, 1961.
Bulletin mensuel de statistique, octobre 1963.

a/ Non compris l'Afrique du Sud.

plus élevés en 1960-1962 que dix ans plus tôt et ceux des fibres textiles et des boissons beaucoup plus bas.

4. Le Tableau III donne des séries de prix intéressantes pour un certain nombre d'exportations de base importantes. Les prix indiqués sont généralement les cours du marché libre, qui souvent, et en particulier pour le sucre, n'intéresse qu'une petite partie des échanges mondiaux du produit en cause. Deux des prix du tableau seulement sont des surpris, celui du café "Robusta" de Côte-d'Ivoire et celui du sucre tel qu'il résulte du Commonwealth Sugar Agreement (CSA).

5. D'après ce tableau, les mouvements des prix des divers produits entre 1961 et 1962 ont été assez largement diversifiés. Les prix des oranges,

TABLEAU III

Prix des principaux produits d'exportation
Moyennes annuelles 1961 et 1962 et moyennes extrêmes 1950 à 1960
(Cents de dollars des Etats-Unis par kg)

Produits	Marché	Spécification	Maximum	Minimum	Année	1950 à 1960	1961	1962	Variation en %
Bananes	France ^{a/}	Cameroun	24,9	1956	1954	17,4	18,1	17,5 ^{d/}	3
Oranges	France	Afrique du nord	23,9	1955	1954	17,3	19,3	15,6 ^{d/}	- 19
Café	France	"Robusta" Côte-d'Ivoire	122	1954	1954	70	1959-		
							60	69	3
	New York ^{b/}	Ambriz Angola	139	1954	1954	56	67	48	9
	Hambourg	Afrique Orientale (Kenya)	244	1954	1954	160	1951		
	New York	Manizales colombien	176	1954	1954	99	1960	90	6
	France	Côte-d'Ivoire	155	1954	1954	63	1956	54	4
	Londres	Accra	129	1954	1954	58	1950	44	6
Gousses de Cacao	Calcutta	Prix des enchères	144	1954	1954	65	1952	103	2
Thé	Londres	Prix contractuel CSA	12,4	1959	1959	8,4	1950	12,4	2
Sucre	Cuba	Marché No. 4	12,6	1951	1951	6,5	1959	6,6	3
Vins ^{c/}	Algérie	Deuxième qualité, 11°	19,9	1958	1958	8,5	1954	12,1	
Tabac	Rhodésie	Séché au four, enchères	110	1952	1952	85	1956	92,4 ^{e/}	9
Arachides	Ports	Nigériennes décortiquées	30,1	1951	1951	16,7	1957	17,4 ^{f/}	14
Huile d'arachide	européens	Afrique Occidentale Britannique	47,6	1951	1951	27,6	1958	28,2 ^{f/}	18
Palmistes		Congo	21,8	1951	1951	13,9	1957	13,3	4
Huile de palmiste		Congo	43,3	1951	1951	25,4	1955	22,3 ^{f/}	6
Huile de palme		Congo	40,4	1951	1951	19,9	1953	22,6	5
Caoutchouc	Londres	No. 1 RSS	131	1951	1951	51	1953	59	6
Coton	Egypte	Karnak, export val. unit.	211	1951	1951	107	1960	92	16
	"	Ashmouni, export val. unit.	158	1951	1951	85	1953	81	16
Laine	Afrique du Sud	Enchères, moyenne toutes catégories, en suint	222	1951	1951	88	1958	100	5
Sisal	Londres	Africain No.1	64,4	1951	1951	19,8	1957	27,6	8
Cuivre	"	Electrolytique	98,2	1955	1955	49,3	1950	64,4	2
Plomb	"	Etranger, droits payés	44,2	1951	1951	19,4	1959	17,7	13
Zinc	"	Etranger, droits payés	47,2	1951	1951	18,3	1958	17,6	18
Etain	"	Standard	298	1951	1951	198	1954	247	1

Sources : (Voir E/CN.14/STC/2)

a/ Pas de cotations avant 1953

b/ Pas de cotations après 1958

c/ Dollars par hl

d/

Moyenne de 8 mois

e/

Moyenne de 6 mois

f/

Moyenne de 10 mois

des arachides et de l'huile d'arachide, du coton et du zinc ont été les plus touchés, avec des baisses de 14 à 19 pour 100 mais les prix du café "Robusta", du sucre, du tabac, de la laine, du sisal, du cuivre et de l'étain ont monté. Bien que les cours des produits de base sur les marchés mondiaux aient amorcé récemment un mouvement de hausse, ceux de la plupart des produits africains d'exportation restent plus bas qu'entre 1950 et 1953.

CHAPITRE II

MECANISMES INTERNATIONAUX POUR LA STABILISATION DES PRODUITS DE BASE

Historique

6. Il existe, et cela pour un certain nombre de produits intéressant les pays d'Afrique, des organes intergouvernementaux qui s'occupent dans une optique multilatérale des problèmes des produits de base au plan mondial - qu'il s'agisse de consultations sur la stabilisation de ces produits ou de l'application des mesures de stabilisation. Diverses réunions sur les problèmes économiques internationaux qui se sont tenues depuis la deuxième guerre mondiale ont souligné l'importance que la solution de ces problèmes présente pour le progrès économique des pays en voie de développement.

7. Depuis la Grande crise économique de 1929 on n'a pas cessé de se préoccuper du problème de l'organisation du commerce international des produits de base. Des accords ont été conclus pour le blé (1933), le sucre (1937), le thé (1933, 1936 et 1938), le caoutchouc (1934, 1936 et 1948), le bois (1935), l'étain (1931, 1933, 1934, 1937, 1938 et 1942) et le café (1940). En plus de ces accords intergouvernementaux, les producteurs ont également conclu des ententes (en particulier pour les minéraux) dans la période 1930-1940.

8. Cette offensive s'est amplifiée depuis la dernière guerre. Plusieurs conférences intergouvernementales ont été organisées et on a maintes fois attiré l'attention de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Conseil économique et social sur les difficultés du commerce international des produits de base et sur les méthodes qui pourraient contribuer à atténuer ou surmonter ces difficultés.

9. En 1947, le Conseil économique et social créait la Commission provisoire de coordination des ententes internationales relatives aux produits de base pour faciliter les consultations intergouvernementales sur les problèmes relatifs à ces produits. Cette Commission était chargée de convoquer

des groupes d'étude des produits de base, de faire des recommandations relatives à l'organisation de conférences, de négocier des accords de produits et de coordonner les travaux des groupes d'étude et des conseils responsables de l'administration des accords conclus. La Commission du commerce international des produits de base (CCIPB), créée par le Conseil économique et social en 1954, s'est tenue au courant des faits nouveaux et des problèmes relatifs au commerce international des produits de base, notamment de l'évolution des termes de l'échange et de l'effet de cette évolution sur l'expansion économique des pays moins développés. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) travaille dans le même sens et a réservé une grande attention à la solution de ces problèmes, par l'organe de son Comité des produits et en collaboration avec la CCIPB et d'autres organismes des Nations Unies. Nous parlerons plus loin des travaux du Fonds monétaire international (F.M.I) en matière de financement compensatoire et de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

10. Des accords internationaux de produits sont actuellement en vigueur pour le café, le blé, le sucre, l'étain et l'huile d'olive, chacun étant administré par un Conseil international composé des gouvernements participants. Un accord sur le cacao fait en ce moment l'objet de négociations à Genève. Dans le cas d'un certain nombre de produits pour lesquels il n'existe pas d'accord intergouvernemental officiel, les problèmes sont souvent traités par un groupe d'étude. Ces groupes ont fait oeuvre utile en encourageant l'uniformisation des statistiques et la normalisation des qualités et en étudiant les renseignements sur divers aspects économiques et techniques du commerce des produits en cause. Parfois, des ententes entre sociétés privées, en particulier pour les minéraux ont une influence stabilisante sur les prix^{1/}.

^{1/} Ni les ententes privées ni les arrangements conclus dans le cadre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEC), ne feront l'objet d'autres développements dans ce texte.

Faits nouveaux : Accords de produits

11. Dans le domaine des consultations relatives à des produits particuliers, l'un des événements les plus importants des années 1962-1963, est la conclusion d'un accord de cinq ans sur le café. Cet accord est l'aboutissement de travaux approfondis effectués depuis des années par le Groupe international d'étude du café; il remplace une série d'accords annuels entre les principaux producteurs pour régulariser le marché du café par le contingentement des exportations. Le dernier en date de ces accords s'appliquait à la campagne qui s'est terminée le 30 septembre 1963.

12. L'Accord international sur le café prévoit des contingents d'exportation de base dont la validité est de trois ans et qui pourront être révisés périodiquement d'après le total estimatif des importations mondiales. De plus, l'accord limite les quantités que les pays consommateurs participants pourront acheter dans les pays non-membres. Ce qui est peut-être le plus important pour la longue période, ce sont les mesures organiques prises pour accroître la souplesse du système, notamment les ajustements trimestriels des contingents, l'autorisation d'exporter hors-contingent vers les "marchés nouveaux", dont la consommation de café est faible, les révisions par le Conseil des barèmes de prix et de la politique des stocks, les ajustements des politiques de production et la mise en oeuvre d'une assistance pour alléger les charges de ces ajustements.

13. L'Accord international sur le blé est l'un des instruments internationaux qui ont fait l'objet de nouvelles négociations en 1962. Les dispositions de cet accord conclu en 1949 et révisé en 1953, 1956 et 1959, sont très proches de celles des accords précédents. Elles fixent des prix maximaux et minimaux du blé exporté. Tant que le cours du marché demeure dans ces limites, les pays participants n'ont aucune obligation mais si ce cours tombe au dessous du niveau minimal, les importateurs s'engagent à effectuer une part déterminée de la totalité de leurs achats commerciaux dans les pays exportateurs membres. Pour le cas, au contraire, où le cours dépasse la limite maximale, les exportateurs s'engagent à fournir une quantité spécifiée

au prix maximal. Aux termes de l'accord, la totalité des ventes garanties est égale à la totalité des achats garantis.

14. Une Conférence réunie par les Nations Unies à Genève a négocié un nouvel Accord international sur l'huile d'olive pour remplacer l'accord précédent qui a expiré le 30 septembre 1963. L'Accord a créé un Conseil oléicole international chargé de prendre des mesures visant à la stabilisation et à l'expansion de la consommation mondiale de l'huile d'olive. Il prévoit notamment la création d'un Fonds de propagande pour des campagnes d'information et de publicité destinées à augmenter la consommation. Il restera en vigueur quatre ans et contient une clause de reconduction pour une année supplémentaire sous certaines conditions.

15. L'Accord international sur le sucre, signé en 1953 et remanié en 1958, vise à régulariser les échanges de sucre sur les marchés internationaux par un système de contingentement des exportations. L'arrêt des relations commerciales entre Cuba et les Etats-Unis a modifié si radicalement la structure du commerce international du sucre que les dispositions de l'accord sur les contingents d'exportation sont devenues caduques à la fin de 1961. Le Conseil international du sucre a survécu et une conférence doit se réunir à la fin de 1963 pour examiner un protocole dont l'objet est de reconduire l'accord.

16. Le Commonwealth Sugar Agreement (Accord du Commonwealth sur le sucre) a été prolongé jusqu'à la fin de 1970. Les contingents aux prix négociés (c'est à dire les quantités de sucre achetées par l'Office du sucre du Royaume-Uni aux prix négociés) ont été fixés pour 1963 à 5 pour 100 en sus des contingents de base prévus par l'accord. Pour 1962, ils avaient été fixés à 4,5 pour 100 en sus.

17. L'Accord international sur l'étain, entré en vigueur en 1956 et révisé en 1960 et 1962, se caractérise par les opérations d'un stock régulateur et la réglementation des exportations en cas de nécessité. Le Conseil international de l'étain a engagé des consultations avec les Etats-Unis sur la liquidation des stocks stratégiques de ce pays dont le montant représenterait

plus d'une année de consommation mondiale. Les Etats-Unis ont accepté ces consultations et ont donné l'assurance que l'écoulement de ces surplus se ferait progressivement de manière à ne pas perturber le marché.

18. Le Groupe d'étude du cacao de la FAO poursuit depuis un certain temps des travaux préparatoires en vue d'un accord international. La Conférence réunie par les Nations Unies à Genève en septembre-octobre 1963 en vue de la conclusion d'un accord n'a pas abouti.^{1/} Le projet visait à stabiliser le marché international du cacao non pas par le contingentement des "exportations" mais par celui des "ventes", de manière à agir plus directement sur le marché. Il prévoyait, en outre, des mesures visant à maintenir la production dans un état d'équilibre raisonnable par rapport à la consommation et à développer la consommation.^{2/}

19. Au milieu de 1962, le Ghana, la Nigéria, le Cameroun, la Côte-d'Ivoire et le Brésil ont constitué une Alliance des producteurs de cacao visant notamment à développer la consommation mondiale de cacao et à encourager les membres à coopérer par l'application de procédures de commercialisation des exportations plus systématiques.

Groupes d'étude

20. Aucun des autres groupes d'étude qui se sont réunis l'année passée n'a envisagé la conclusion de nouveaux accords internationaux en bonne forme. Nous décrirons brièvement ci-dessous les travaux des groupes d'étude en 1962, qui intéressent les pays africains.

^{1/} Bulletin d'information de la BBC, 25 octobre 1963.

^{2/} A ce propos, nous devons mentionner que la International Cocoa Trades Federation, composée des associations de consommateurs de cacao des cinq principaux pays consommateurs de cacao (France, République fédérale d'Allemagne, Pays-Bas, Royaume-Uni et Etats-Unis), s'est opposée à la conclusion de l'accord sur le cacao. Elle a estimé que la situation n'était pas critique et que les perspectives étaient bonnes.

21. Les pays latino-américains producteurs de bananes ont recommandé, à une réunion tenue en octobre 1962, la création, sous les auspices de la FAO, d'un Groupe international d'étude de la banane pour examiner tous les aspects de la production, de la commercialisation et de la consommation de bananes. Le Groupe d'étude de la noix de coco de la FAO, réuni en septembre 1963, a examiné les moyens d'atténuer les effets de la concurrence entre l'huile de noix de coco et d'autres huiles et d'éliminer les fortes variations de prix. Le Comité international consultatif du coton a étudié la situation générale du point de vue statistique et a noté, en particulier, que la production de coton longues fibres tendait à dépasser la demande. Le Groupe des céréales de la FAO a étudié les mesures à prendre sur le plan international en matière de céréales secondaires, en tenant compte notamment des possibilités de remplacement de certaines céréales par d'autres et des rapports entre les prix des céréales. Le Sous-Comité consultatif des problèmes économiques du riz de la FAO, qui a tenu sa septième session au début de 1963, a recommandé à cette occasion que ses membres fassent rapport sur leurs plans d'exportation et d'importation de riz pour plusieurs années. On envisage la création d'un Conseil africain de l'arachide. Un projet d'accord établi par la Nigéria et le Sénégal au milieu de 1962 a été soumis pour étude aux pays africains exportateurs d'arachides. La tâche principale du Conseil sera de définir une politique de vente des arachides sur les marchés mondiaux de façon à stabiliser les cours et de développer la vente de ce produit. De premières démarches sont faites aussi en vue de la création d'un groupe d'étude du jute, du kénaf et des fibres apparentées à la suite d'une réunion spéciale groupant 15 pays, convoquée par la FAO et la CEAO en décembre 1962. Ce Groupe d'étude aurait pour tâche principale de rechercher les moyens de promouvoir durablement un meilleur équilibre et une stabilité plus grande de l'industrie du jute. Le Groupe international d'étude du caoutchouc a étudié la concurrence entre le caoutchouc naturel et le caoutchouc synthétique. Le Groupe international d'étude de la laine s'est réuni en 1962 pour la première fois depuis 1955; il a examiné les problèmes commerciaux et la situation de la laine et des

fibres synthétiques concurrentes dans l'industrie textile. Le Groupe international d'étude du plomb et du zinc a décidé en 1962, en vue de stabiliser les prix, de prendre des mesures de limitation volontaire de la production de ces métaux destinée à l'exportation; à sa sixième session, en 1963, il s'est davantage occupé des problèmes à long terme, en particulier de l'écoulement ultérieur des stocks de ces métaux actuellement détenus par divers pays, des pratiques de prix et des ententes de commercialisation.

Mesures de politique commerciale de portée générale intéressant la stabilisation des produits de base

22. On tend de plus en plus à aborder les problèmes qui se posent aux producteurs primaires dans une perspective beaucoup plus large et cela, en partie, à cause du mouvement actuel vers l'intégration économique régionale. La création de la Communauté économique européenne, en particulier, a obligé les producteurs agricoles de la zone tropicale et de la zone tempérée à examiner dans leur ensemble les problèmes qui se posent aux deux groupes.

23. La politique agricole commune de la Communauté est entrée en vigueur le 30 juillet 1962. Essentiellement, le système, qui s'applique maintenant à tous les produits agricoles (sauf les fruits, les légumes et les vins), vise à l'établissement ultérieur d'un niveau commun des prix dans l'ensemble du Marché commun, niveau qui sera maintenu au-dessus des cours du marché mondial par des prélèvements variables sur les importations des pays tiers. L'organisation du marché commun pour les fruits et légumes doit se faire principalement par la fixation pour chaque produit ou groupe de produits de normes de qualité uniformes. La principale caractéristique des mesures de réglementation du commerce des vins est la fixation de prix de seuil; les importations à des prix inférieurs à ce seuil pourront être soit temporairement suspendues ou restreintes, soit autorisées sous réserve que le prix d'achat dépasse le niveau minimal fixé. La politique agricole commune sera étendue au riz et la Commission a proposé, dans le cas de ce produit,

un régime de prélèvement analogue à celui qui a été adopté pour d'autres céréales. Pour les huiles et les matières grasses la Commission a publié au milieu de 1963 une proposition de politique commune. Les huiles provenant des Etats africains associés seront importées en franchise dans le Marché commun européen. Les producteurs africains recevront une aide financière si les cours tombent au-dessous d'un certain minimum et bénéficieront d'une protection spéciale qui leur garantira une certaine préférence sur le marché commun.

24. La nouvelle Convention d'association entre 18 pays africains et la Communauté économique européenne a été signée à Yaoundé le 20 juillet 1963^{1/}. Elle entrera en vigueur après sa ratification par les Etats de la Communauté et au moins quinze Etats associés. Pendant la période quinquennale sur laquelle porte la Convention, la Communauté fournira aux pays intéressés une aide d'un montant global de 730 millions de dollars dont 230 millions de dollars seront affectés à diverses mesures qui permettront aux pays associés de commercialiser leurs produits à des prix mondiaux compétitifs et non pas aux surprix dont ils bénéficiaient jusqu'ici. Un calendrier a été établi pour l'alignement des prix de tous les produits tropicaux sur les cours mondiaux. Pour la noix de coco, le poivre, l'huile de palme, le coton, et la gomme arabique, cet alignement commencera pendant la campagne 1963-1964 et pour les oléagineux, le riz et le sucre dès la mise en oeuvre d'une politique agricole commune pour ces produits. En ce qui concerne le café, le rapprochement des prix commencera durant la campagne 1963-1964 et devra être achevé au plus tard en 1967-1968. Les produits tropicaux suivants, ananas, noix de coco, café, thé, poivre, vanille, clous de girofle et noix de muscade, qui comptent pour une part importante dans les exportations des Etats associés, seront admis en franchise dans les six

^{1/} Cette Convention ne règle pas les relations entre la Communauté et les territoires encore dépendants de la France et des Pays-Bas. Pour ces derniers le Conseil statuera conformément à l'Article 136 du Traité de Rome. Les dispositions visant au maintien du régime d'association sont mises au point actuellement.

pays du Marché commun dès l'entrée en vigueur de la nouvelle Convention. A la même date, le tarif extérieur commun fixé pour ces produits sera appliqué avec certaines réductions, aux importations des pays tiers.

25. Dans le courant de l'année, les parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs et le commerce (GATT) ont entamé de nouvelles consultations et études sur les problèmes agricoles soit pour des produits particuliers soit dans le cadre du Programme d'expansion des échanges mis en oeuvre à partir de novembre 1958. Les groupes d'étude des céréales, de la viande et des produits tropicaux se sont réunis en 1963. Les deux grandes commissions du GATT pour l'expansion du commerce international, la Commission II (politique agricole) et la Commission III (mesures propres à encourager les échanges des pays en voie de développement), ont poursuivi et intensifié récemment leurs travaux.

26. De plus, en mai 1963, une Réunion ministérielle organisée par le GATT a étudié un programme pour la libération effective et l'expansion des échanges des produits primaires et secondaires. A cette Réunion, un Programme d'action précédemment soumis à la Commission III, a été adopté^{1/}. Il contient des clauses d'immobilisation des barrières tarifaires et non tarifaires à l'importation des produits des pays moins développés, l'élimination de restrictions quantitatives aux importations en provenance des pays moins développés, l'entrée en franchise de produits tropicaux, la suppression des droits de douane sur des produits primaires, la réduction ou la suppression des barrières tarifaires aux exportations de produits finis et demi-produits des pays moins développés, la réduction progressive de la taxation interne et des droits sur les marchandises produites intégralement ou en majeure partie par les pays sous-développés; le programme prévoit enfin une procédure d'information sur les mesures d'application prises par

^{1/} A l'exception des ministres des Etats membres de la Communauté économique européenne, tous les ministres des pays industrialisés ont accepté ce programme.

les pays industrialisés^{1/}. En ce qui concerne des produits particuliers, les ministres ont décidé qu'il faudrait supprimer les droits de douane sur le thé et les bois tropicaux. Cette décision sera appliquée le 1er janvier 1964 par le Royaume-Uni et la Communauté économique européenne.

27. A sa session de 1962, le Conseil économique et social avait invité le Secrétaire général à charger un groupe d'experts de passer en revue l'activité des diverses organisations internationales en ce qui concerne les problèmes relatifs aux produits de base et les autres problèmes touchant les échanges commerciaux des pays en voie de développement. Ce groupe a tenu sa première réunion en février 1963 et, en mai 1963, a soumis son rapport^{2/}, qui comprenait les quatre propositions suivantes entre lesquelles il laissait le choix :

- i) Création d'une institution spécialisée entièrement nouvelle, une Organisation internationale du commerce des Nations Unies dont tous les pays du monde feraient partie.
- ii) Utilisation plus complète et plus constructive par les gouvernements des institutions disponibles en poursuivant l'évolution du GATT dans la voie où il s'est déjà engagé et en réorganisant les travaux du Conseil et de l'Assemblée générale.
- iii) Révision positive de la structure du GATT, indépendamment d'autres modifications du dispositif des Nations Unies en général.
- iv) Etablissement d'un organisme permanent ouvert à tous les membres des Nations Unies, assisté d'un comité permanent représentatif et d'un organe exécutif compétent qui ferait partie du Secrétariat des Nations Unies.

1/ Trois organes intéressant directement les pays africains créés à la réunion des ministres - Comité d'action, Groupe de travail sur les préférences et Comité sur le cadre juridique et institutionnel du GATT pour les pays moins développés - ont commencé leurs travaux.

2/ Nations Unies, E/3756.

28. Enfin, mentionnons les études entreprises sur les possibilités d'application d'un régime de financement compensatoire pour atténuer les effets défavorables des fortes fluctuations des recettes d'exportation des pays en voie de développement. La CCIPB a examiné des propositions tendant à créer un fonds d'assurance pour le développement, applicable aux recettes d'exportation soit pour l'ensemble des produits soit pour des produits particuliers. De plus, au début de 1963, le FMI a décidé d'étendre l'assistance compensatoire en assouplissant les droits de tirage qui sont à la disposition de ses membres en cas de fléchissement temporaire de leurs recettes d'exportation.

29. A sa dixième session en 1962, la CCIPB a recommandé qu'un groupe de travail technique soit chargé d'examiner deux plans^{1/} visant non à la stabilisation des prix des produits exportés mais à celle des recettes d'exportation et de rechercher jusqu'à quel point un système de financement compensatoire pourrait neutraliser la baisse prolongée des recettes d'exportation des pays exportateurs de produits primaires et la dégradation de leurs termes de l'échange. Le rapport du Groupe a été présenté à la CCIPB à sa onzième session, en mai 1963^{2/}. Dans son rapport la Commission a estimé qu'en raison des mesures prises par le FMI et des difficultés de l'application des techniques de financement compensatoire aux fluctuations à long terme, elle ne pouvait recommander à l'approbation des gouvernements aucun des deux plans examinés par le Groupe. Le rapport de la CCIPB^{3/} et notamment ses conclusions sur les mesures de financement compensatoire des fluctuations des recettes d'exportation, a été approuvé par le Conseil économique et social à sa trente-sixième session, tenue en juillet-août 1963.

^{1/} Projet de création d'un Fonds d'assurance pour le développement, formulé par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, et projet d'un Fonds de stabilisation international, présenté par un groupe d'experts gouvernementaux convoqué par l'Organisation des Etats américains.

^{2/} Nations Unies, E/CN.13/56.

^{3/} Nations Unies, E/3763.

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

30. En 1962, l'Assemblée générale des Nations Unies, a été amenée par l'évidente nécessité de mesures internationales urgentes pour atténuer les problèmes commerciaux des pays en voie de développement à décider, à sa dix-septième session, la convocation d'une Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement^{1/}, qui traitera de tout l'ensemble des problèmes commerciaux que rencontrent les pays en voie de développement. A sa trente-sixième session, en juillet-août 1963, le Conseil économique et social a décidé, à l'unanimité, que la Conférence se tiendrait du 23 mars au 15 juin 1964.

31. Un Comité préparatoire a été chargé des arrangements nécessaires. Il a tenu deux sessions, en février 1963 et en mai-juin 1963. Au cours de la première, il a mis au point un ordre du jour provisoire de la Conférence et au cours de la deuxième il a étudié en détail les principales rubriques de cet ordre du jour. Il s'est intéressé en particulier aux problèmes internationaux relatifs aux produits de base, aux échanges de produits manufacturés et de demi-produits, à la création d'un dispositif approprié pour résoudre ces problèmes.

32. En ce qui concerne les problèmes relatifs aux produits de base, le Comité préparatoire a examiné les mesures et initiatives destinées à éliminer les obstacles au commerce des produits primaires, à développer ce commerce et à stabiliser les marchés de produits primaires. Les participants ont mentionné à plusieurs reprises les objectifs à poursuivre par le moyen de mesures de stabilisation, et notamment ceux qui consistent :

- i) A éliminer le caractère incertain de l'activité économique et du développement des pays exportateurs de produits primaires, qui est dû aux fluctuations excessives des échanges et des prix de ces produits.

1/ Résolution 1785 (XVII)

ii) A promouvoir l'adoption de prix stables, équitables et rémunérateurs et, de ce fait, à améliorer les revenus et le niveau de vie des producteurs.

iii) A fournir les éléments de prévision et une assurance concernant le niveau des recettes d'exportation qui sont essentiels pour assurer une saine planification du développement.

iv) A améliorer les possibilités de coordonner les programmes nationaux de production et favoriser ainsi les conditions d'expansion du commerce.

33. De nombreux participants se sont intéressés à la formule de l'organisation des marchés internationaux, bien que d'autres aient exprimé des doutes quant à l'opportunité et à la possibilité d'appliquer cette formule. De tels marchés offriraient aux producteurs primaires des garanties concernant les prix et, si possible, les quantités de produits qu'ils peuvent vendre sur les marchés mondiaux par une organisation appropriée des marchés, dusent-ils s'imposer à cet effet une certaine discipline en ce qui concerne le volume et la qualité de leur production. L'organisation des marchés internationaux dans la Zone franc a été citée en exemple d'un système qui pourrait être institué sur le plan mondial. L'organisation de marchés internationaux s'appliquerait non pas à tous les produits de base mais seulement à ceux qui risqueraient de souffrir des conditions du marché libre.

34. Certains représentants ont signalé les inconvénients que présentent, pour certains pays, les accords portant sur un seul produit, en vertu desquels les contingents à l'exportation sont basés sur les niveaux de production actuels ou ceux des années récentes. D'autres ont mentionné les avantages qu'offriraient des accords portant sur des produits multiples, qui prendraient en considération les répercussions probables que les arrangements concernant un article pourraient avoir sur les autres.

35. Les études qui seront soumises à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et les résultats des travaux de cette Conférence, pourront être le point de départ d'études complètes des problèmes permanents de produits de base et de mesures systématiques diverses visant à résoudre ces problèmes. Les mesures et les mécanismes que la Conférence arrêtera auront sans aucun doute une profonde incidence sur le développement économique des pays africains. Pour eux, cette Conférence représente une occasion exceptionnelle de participer à la détermination délicate mais indispensable des politiques internationales qui contribueront à résoudre les difficultés du commerce des produits de base.